

responsable et imputable de ses actes. A l'instar du député et de tous mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, je tiens à empêcher que cette tentative pour assurer l'imputabilité des cadres contribue à grossir la bureaucratie.

Des voix: Bravo!

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. FULTON—LES PRÉSUMÉES DÉCLARATIONS TROMPEUSES DE CERTAINS MINISTRES

Mme le Président: Le ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) désire-t-il relancer le débat sur l'affaire à propos de laquelle le député de Skeena (M. Fulton) a soulevé hier la question de privilège?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Si vous le permettez, madame le Président, j'aimerais dire tout d'abord que je viens d'apprendre que le député de Skeena avait soulevé la question de privilège. Je tiens également à vérifier le compte rendu très attentivement et permettre à mon collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro), d'en faire autant. Pour l'instant, celui-ci est absent. Si vous le permettez, madame le Président, peut-être pourrions-nous remettre la suite de ce débat à lundi ou mardi prochain. Nous devrions être là tous les deux lundi.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. CLARK—LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, j'invoque le Règlement à seule fin de rectifier un chiffre que j'ai cité tout à l'heure au cours de la période des questions. Le prix de l'essence à la pompe en 1980 a augmenté en moyenne de 32c. le gallon. Ce prix, évidemment, continue d'augmenter.

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. STEVENS—LA DÉCLARATION DE M. GRAY

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, comme vous le savez, j'ai dit vendredi dernier que je comptais soulever la question de privilège à la première occasion. Lundi, mon collègue le député du Yukon (M. Nielsen) a déposé une motion réglementaire que je voudrais présenter et qui se rattache à ma question de privilège.

Je comptais tout d'abord soulever ma question de privilège aujourd'hui mais je vois que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) n'est pas à sa place. Je pourrais peut-être remettre mon projet à plus tard, sauf si j'apprends qu'il viendra tout à l'heure. Auparavant, afin d'écarter tout risque de confusion à propos de cette motion, je tiens à vous signaler

Recours au Règlement—M^{lle} MacDonald

qu'en substance—et je vous donne ainsi en quelque sorte un nouvel avis—je reproche au ministre d'avoir induit la Chambre en erreur vendredi dernier en répondant que les négociations avec la société Massey Ferguson n'étaient pas encore complètement terminées et qu'il n'avait pas de déclaration à faire à ce sujet.

Ensuite, comme je le prouverai dans mon argumentation . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député m'a suffisamment prévenue du genre de question de privilège qu'il a l'intention de soulever. S'il désire attendre pour ce faire que le ministre soit ici, c'est très bien.

M. Stevens: Madame le Président, en toute justice pour le ministre et pour les trois autres ministres intéressés, je voulais faire savoir quel serait le point crucial de mon raisonnement pour qu'il soit dûment consigné au Hansard, et qu'on ne puisse m'accuser de prendre les gens par surprise.

Diverses réunions du cabinet ont eu lieu et je veux que l'on nous dise ce qui y a été décidé. Les quatre ministres intéressés sont le président du Conseil du Trésor (M. Johnston), le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), le ministre d'État chargé du Développement économique (M. Olson), et le ministre des Finances (M. MacEachen). Je pense qu'il est important qu'ils sachent à quoi s'en tenir, si je puis dire. Un communiqué a été rédigé à cet égard, entre 1 heure et 1 h 30, vendredi matin. C'est là-dessus qu'ils voudront bien nous informer, je l'espère, lorsque j'amorcerai mon argumentation, probablement lundi.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M^{lle} MACDONALD—LES ACTIVITÉS DU HAUT-COMMISSAIRE BRITANNIQUE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, j'invoque le Règlement. Plus tôt dans la semaine, le 11 février, en réponse à des questions posées à la Chambre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) a déclaré qu'il serait disposé à faire rapport à la Chambre avant la fin de la semaine de son enquête sur les prétendues activités qu'il a qualifiées de «parfaitement inacceptables» du haut-commissaire britannique. J'aimerais lui demander, vu l'engagement qu'il a pris envers la Chambre, s'il est maintenant prêt à s'exécuter, surtout compte tenu des observations du premier ministre (M. Trudeau) à sa conférence de presse hier.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je n'ai rien promis à la Chambre. J'ai dit espérer pouvoir faire une déclaration à la Chambre avant la fin de la semaine. En fait, j'accepterai volontiers une question à ce sujet aujourd'hui si madame le Président . . .

M. Clark: Vous avez dit «une déclaration».